

"L'"État confédéral" de M.Gorbatchev semble irrémédiablement compromis" dans Le Monde (8-9 décembre 1991)

Légende: Le 9 décembre 1991, au lendemain de l'entrevue des dirigeants biélorusse, russe et ukrainien à Minsk, le quotidien français Le Monde se demande si la formule d'un État confédéral, défendue par Mikhaïl Gorbatchev, président de l'Union soviétique, ne serait pas vouée à l'échec.

Source: Le Monde. dir. de publ. Lesourne, Jaques. 08-09.12.1991, n° 14576; 48e année. Paris.

Copyright: (c) Le Monde

URL:

[http://www.cvce.eu/obj/"l_"etat_confederal"_de_m_gorbatchev_sembler_irremediablement_compromis"_dans_le_monde_8_9_decembre_1991-fr-7d38e07a-05ee-4aad-992e-8725aece3d1a.html](http://www.cvce.eu/obj/)

Date de dernière mise à jour: 19/09/2012

L'«État confédéral» de M. Gorbatchev semble irrémédiablement compromis

Les présidents de la Russie, de la Biélorussie et de l'Ukraine devaient se rencontrer samedi 7 et dimanche 8 décembre à Minsk. Il s'agit essentiellement de déterminer si l'Ukraine serait prête à envisager une quelconque forme d'association avec l'ensemble ou une partie des anciennes Républiques soviétiques. En tout état de cause, la formule d'un «État confédéral» défendue par M. Gorbatchev paraît condamnée.

En public, le président soviétique comme le président russe font toujours semblant de croire que rien d'irrémédiable ne s'est produit. Ils affirment toujours espérer que l'Ukraine consentira en fin de compte à signer le traité de l'Union, qui permettrait de réinsuffler la vie à l'ancienne URSS. L'un et l'autre, selon leurs propres termes, *«ne peuvent se représenter»* qu'une telle Union puisse exister sans l'Ukraine.

Tout indique pourtant que, de ces prémisses communes, M. Gorbatchev et M. Eltsine tirent des conclusions très différentes. Le président soviétique paraît résolu à tout faire pour sauver les meubles, c'est-à-dire l'existence d'un État ex-soviétique, au besoin en se passant de l'Ukraine, en attendant que les gens de Kiev révisent leur position. L'essentiel pour lui est de résoudre la question de la préservation de l'État, à laquelle, affirme-t-il, tous les autres problèmes du pays sont *«subordonnés»*. M. Eltsine, lui, place ses priorités ailleurs. Il a répété, jeudi, ce qu'il avait déjà dit avant le référendum ukrainien : *«La Russie n'adhère pas à une Union dont l'Ukraine ne ferait pas partie»*. Les deux Républiques ont tissé des *«liens séculaires»* a ajouté le président russe, il ne peut concevoir qu'elles appartiennent *«à des systèmes différents»*.

Reste, théoriquement, l'espoir que les dirigeants ukrainiens changent d'avis. M. Leonid Kravtchouk a été invité à rejoindre M. Eltsine à Minsk, où le président russe devait rencontrer samedi et dimanche le président du Soviet suprême de Biélorussie, M. Chouchkievitch, pour ce qui promettait d'être une grande explication. Mais M. Eltsine lui-même, qui a déjà eu un entretien téléphonique avec M. Kravtchouk, convenait qu'il avait *«peu d'espoir»* de le faire changer d'avis. Espoir d'autant plus mince que le président ukrainien ne cesse d'affirmer qu'il n'est pas question d'un revirement. Il l'a encore redit jeudi soir : *«Pendant toute la campagne électorale, j'ai expliqué partout que l'Ukraine, ne signerait pas le traité. Je n'ai pas le droit moral de ne pas tenir ma promesse.»*

Alors, encore une fois, que faire? Deux solutions semblent envisagées par M. Eltsine. La première consisterait à transformer le projet de traité de l'Union de manière à le rendre acceptable pour l'Ukraine, mais il faudrait pour cela bouleverser complètement un texte qui a déjà été remis pour examen aux Parlements des diverses Républiques et, vraisemblablement, en bannir toute notion d'«État commun» pour ne garder que la notion de «confédération». Déjà, lors de la dernière réunion du Conseil d'État consacrée à l'examen du projet, M. Eltsine avait demandé qu'on choisisse l'appellation de «confédération» et il s'était rallié, bon gré, mal gré, à celle d'«État confédéral», tout en s'abstenant, comme les autres dirigeants des Républiques de parapher le texte. Depuis, M. Guennadi Bourboulis, qui est à la fois son premier vice-premier ministre et l'un de ses plus proches conseillers, a mis les points sur les «i»: *«La notion d'État confédéral est un non sens.»*

C'est pourtant cette notion que M. Gorbatchev s'entête à défendre contre vents et marées avec d'autant plus d'énergie que sa propre existence politique est en jeu. Il n'y a plus rien qui ressemble à un État, il n'y a plus non plus d'exécutif central, et si la fonction présidentielle devait malgré tout être maintenue, elle serait radicalement transformée. M. Gorbatchev, de toute évidence, n'a pas encore accepté de n'exercer qu'une fonction symbolique de représentation, à la tête d'un patchwork multinational, d'une sorte de «Commonwealth» dont les membres seraient associés par des liens plus ou moins lâches selon les cas. D'ailleurs, d'autres candidats se préparent déjà à briguer un poste de ce type, à en croire l'article dithyrambique consacré à M. Edouard Chevardnadze par le directeur du journal *l'Indépendant*, M. Vitali Tretiakov.

Tout indique pourtant que M. Gorbatchev n'a plus les moyens d'imposer sa volonté. Son appel dramatique à la sauvegarde de l'Union (le Monde du 5 décembre) a été accueilli avec un scepticisme parfois ricanant. Un commentateur des Izvestia, journal pourtant d'ordinaire très respectueux des opinions du «chef de l'État», a

affirmé que M. Gorbatchev vivait encore «dans un monde d'illusions». Et rien n'indique qu'il soit parvenu à convaincre M. Eltsine. Un traité de l'Union susceptible d'être signé aussi bien par la Russie que par l'Ukraine ne serait, en tout état de cause, qu'une feuille de vigne ne dissimulant pas grand-chose.

A défaut, d'une telle solution minimum, il faudrait examiner ce que M. Eltsine a appelé jeudi des «variantes», c'est-à-dire, selon toute apparence, d'autres formes d'associations entre certaines Républiques ex-soviétiques. C'est encore une fois son conseiller, M. Bourboulis, qui avait levé la veille un coin du voile expliquant qu'il convenait de préserver «un axe slave». La réunion de Minsk avec les présidents des trois Républiques slaves, à laquelle M. Gorbatchev n'a pas été convié, serait bien entendu l'occasion idéale pour examiner cette «variante» particulière. Mais l'Ukraine, désormais si jalouse de son indépendance, n'a-t-elle pas encore plus à redouter d'une association avec la Russie au sein d'une communauté restreinte, où le poids relatif de l'ancien «grand frère» serait d'autant plus écrasant?

Par ailleurs il faut compter avec le quatrième «grand» de l'ex-URSS, le Kazakhstan, qui n'entend pas se laisser oublier. Dès lundi, c'est-à-dire, au lendemain de sa rencontre «slave» de Minsk, le président kazakh, M. Nazarbaev, sera à Moscou pour participer à une réunion avec ses homologues de Russie, de Biélorussie et d'Ukraine, à laquelle, cette fois, devrait assister M. Gorbatchev. Une réunion d'où seront par contre exclus les représentants des petites ou moyennes Républiques, pourtant en principe engagées dans la mise en place de la nouvelle «Union». Ce qui veut dire apparemment que ce qui était en train de se faire se défait déjà, au profit d'autre chose qui reste indéterminé.

C'est bien entendu l'indépendance de l'Ukraine, pourtant certaine depuis des mois, qui a provoqué cette soudaine effervescence. Une effervescence qui paradoxalement ne semble pas gagner les Ukrainiens eux-mêmes, qui ont ouvert jeudi le premier chapitre de ce qu'ils espèrent être la longue histoire de leur nouvel État. Tandis que retentissait un hymne ukrainien, qui récemment encore valait la prison à ceux qui l'entonnaient, le président Kravtchouk a prêté serment. Sur le pupitre placé devant l'ancien secrétaire à l'idéologie du Parti communiste, on avait placé deux livres: la Constitution, mais aussi la première bible traduite en ukrainien, qui date du seizième siècle.